

E 5606

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2009-2010

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
Le 10 septembre 2010

Enregistré à la Présidence du Sénat
Le 10 septembre 2010

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de virement de crédits n° DEC 21/2010 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général de 2010.

13112/10.



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 8 septembre 2010 (08.09)
(OR. en)**

13112/10

FIN 367

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: M. Janusz LEWANDOWSKI, Membre de la Commission européenne
Date de réception: 7 septembre 2010
Destinataire: M. Melchior WATHELET, Président du Conseil de l'Union européenne
Objet: Proposition de virement de crédits n° DEC 21/2010 à l'intérieur de la
section III - Commission - du budget général de 2010

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission DEC21/2010.

p.j. : DEC21/2010



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 03.09.10

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2010
SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 04, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 21/2010

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 0104 Opérations et instruments financiers

ARTICLE - 01 04 04 Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme
«Innovation et esprit d'entreprise»

CE	0
CP	- 7 521 359

DU CHAPITRE - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 43 Réserve pour le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

CE	- 7 521 359
CP	0

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 0405 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)

ARTICLE - 04 05 01 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)

CE	7 521 359
CP	7 521 359

INTRODUCTION

Le règlement (CE) n° 1927/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006, tel que modifié par le règlement (CE) n° 546/2009, porte création du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM). Le point 28 de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière en fixe le cadre budgétaire.

I. RENFORCEMENT

a) Intitulé de la ligne

04 05 01 - Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)

b) Données chiffrées à la date du 21/05/2010

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	p.m.	p.m.
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	8 761 966	8 761 966
	<hr/>	<hr/>
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	8 761 966	8 761 966
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0	0
	<hr/>	<hr/>
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	8 761 966	8 761 966
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	16 283 325	16 283 325
7. Renforcement proposé	7 521 359	7 521 359
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	N/A	N/A
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 23 §1 b et c du RF, calculé selon l'article 17bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	0	0
2. Crédits disponibles à la date du 21/05/2010	0	0
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a	n/a

d) Justification détaillée du renforcement

La Commission a conclu (5com52010)451final) que les conditions d'octroi d'une contribution financière au titre du FEM pour la demande EGF/2010/001 DK/Nordjylland présentée par le Danemark étaient réunies.

Le montant de 7 521 359 EUR demandé par le Danemark contribuera au coût d'un ensemble coordonné de services personnalisés admissibles en faveur de 951 personnes licenciées dans le secteur de la fabrication de machines et d'équipements au Danemark, procurant une aide visant à la réinsertion professionnelle des travailleurs touchés.

Ces licenciements sont dus à la crise économique et financière mondiale.

II. PRÉLÈVEMENT

II.A

a) Intitulé de la ligne

01 04 04 - Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme «Innovation et esprit d'entreprise»

b) Données chiffrées à la date du 21/05/2010

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	161 000 000	91 900 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	4 057 200	2 315 880
2. Virements	0	0
	<hr/>	<hr/>
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	165 057 200	94 215 880
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	161 000 000	0
	<hr/>	<hr/>
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	4 057 200	94 215 880
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	4 057 200	86 694 521
7. Prélèvement proposé	0	7 521 359
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	0,00%	8,18%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	0	0
2. Crédits disponibles à la date du 21/05/2010	0	0
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a	n/a

d) Justification détaillée du prélèvement

Dans l'état actuel de l'exécution, il est prévisible que les crédits de paiement disponibles sur la ligne 01 04 04 en 2010 ne seront pas entièrement utilisés cette année.

Des crédits de paiement sont virés sur des comptes fiduciaires, selon les besoins, pour permettre au Fonds européen d'investissement (FEI) d'être à tout moment en mesure de procéder à des décaissements en faveur des intermédiaires financiers.

Le montant des décaissements requis au cours d'une année donnée dépend des besoins du marché et du respect de certaines conditions pendant la durée de validité des contrats signés. Ainsi, il existe un décalage intrinsèque dans le temps entre les virements vers les comptes fiduciaires et les décaissements en faveur des bénéficiaires.

La crise financière a eu des répercussions considérables sur le profil de décaissement des instruments financiers, notamment dans le domaine du capital-risque. Selon l'EVCA (*European Venture Capital Association*), les investissements et désinvestissements (cessions) ont reculé de plus de 50 % entre 2007 et 2009 par rapport à la situation antérieure à la crise. Cette évolution a également eu une forte incidence sur les prévisions en matière de décaissements pour 2010.

De plus, afin d'éviter des soldes excessifs sur les comptes fiduciaires, le FEI et les services de la Commission ont révisé la méthode de calcul des crédits de paiement et ont approuvé un certain nombre d'ajustements pour améliorer sa fiabilité.

En raison des deux éléments susmentionnés, les crédits de paiement prévus dans le budget 2010 ne seront pas intégralement nécessaires en 2010. Le montant de 7 521 359 EUR peut donc être mis à disposition pour virement.

II.B

a) Intitulé de la ligne

40 02 43 - Réserve pour le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

b) Données chiffrées à la date du 21/05/2010

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	500 000 000	p.m.
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	-8 761 966	0
	<hr/>	<hr/>
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	491 238 034	0
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0	0
	<hr/>	<hr/>
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	491 238 034	0
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	483 716 675	0
7. Prélèvement proposé	7 521 359	0
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	1,50%	N/A
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	0	0
2. Crédits disponibles à la date du 21/05/2010	0	0
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a	n/a

d) Justification détaillée du prélèvement

En vertu du point 28 de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière, la réserve prévue pour le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation est destinée à fournir un appui complémentaire aux travailleurs affectés par les conséquences de changements structurels majeurs de la configuration du commerce mondial, afin de les aider à réintégrer le marché du travail.